



Lettre ouverte

*Au Premier ministre Edouard Philippe, au ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume
et au Ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner*

Fongicides SDHI :

**Une incroyable manipulation de l'opinion publique et un agribashing permanent.
La cellule Demeter de la gendarmerie doit se saisir de ce dossier.**

Le journal *Le Monde* publie aujourd'hui une tribune libre « Être responsables, respecter la science, la nature et agir vite ». Comment ne pas être d'accord avec une telle affirmation ? Comment ne pas souscrire au souhait de ces scientifiques signataires qui appellent au respect du principe de précaution ? Mais voilà, les chercheurs en question s'en prennent aux fongicides de la famille des SDHI utilisés par les producteurs de fruits et légumes pour protéger leur récolte. L'enjeu n'est pas anodin : les champignons pathogènes sont à l'origine de pertes de production et font courir des risques pour la santé humaine en faisant apparaître des mycotoxines, elles-mêmes dangereuses pour certaines catégories de populations. Derrière le joli titre et la façade scientifique se cache en réalité une opération de manipulation de l'opinion publique parfaitement coordonnée par un lobby qui n'a de cesse de dénoncer... les lobbies.

Qu'on en juge : le grand quotidien du soir publie ce jour la tribune en question, relayée en avant-première dès 5h ce matin par France inter. La France Insoumise organise à 13h30 une conférence de presse à l'Assemblée nationale soutenue par les ONG environnementalistes Générations Futures, Pollinis et « nous voulons des coquelicots » pour demander justice devant les tribunaux. Générations Futures annonce une conférence de presse pour présenter officiellement un outil pour faire pression sur les élus : « shake ton politique ». Tout un programme ! Cette irruption médiatique n'a qu'un objectif : faire pression sur les autorités sanitaires et les parlementaires. L'ANSES organise en effet une réunion de dialogue portant notamment sur les SDHI demain 22 janvier et l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) débattrà du sujet le surlendemain le 23 janvier en auditionnant les deux signataires à l'origine de cette communication. Le calendrier est redoutable. L'objectif de cette organisation sans faille est double. Il s'agit d'abord d'exiger par tous les moyens l'interdiction de tous les pesticides de synthèse. C'est en ce sens que le maire de Langouët (Ile-et-Vilaine) a pris un arrêté anti-pesticides largement médiatisé avec habileté et avec le total soutien d'EELV (Europe Ecologie les Verts), des Coquelicots, de Générations Futures et sa horde d'élus nationaux et européens. S'en est suivie une déferlante d'arrêtés municipaux dans toute la France avec le soutien d'EELV et la création d'une association des maires contre les pesticides, soutenue par Générations Futures. Le deuxième objectif est électoral : nous sommes à quelques semaines des municipales... Et d'ailleurs, Daniel Cueff, maire de Langouët, s'appête à publier un livre pour parler de son combat le 5 mars.

Cette pression n'est pas nouvelle mais elle doit aujourd'hui être dénoncée avec force car elle remet en cause nos autorités sanitaires et l'esprit de responsabilité des agriculteurs français. Sur le fond, que dit l'ANSES ? Après avoir étudié le dossier des SDHI en analysant soigneusement les arguments de ces scientifiques donneurs d'alerte, l'agence sanitaire estime qu'il n'y a pas lieu de retirer ces fongicides. « *Les experts ont conclu à l'absence de signal d'alerte* » affirme l'ANSES. Quand on connaît la prudence de l'autorité sanitaire, c'est un message qu'il faut accepter d'entendre. Que disent les chercheurs eux-mêmes au fait ? « Il

est extrêmement dangereux de comparer les valeurs [...] obtenues *in vitro* dans des conditions de laboratoire avec les concentrations de SDHI pouvant résulter de l'application de ces pesticides sur des cultures » écrivent-ils dans une étude scientifique. C'est donc bien une opération de manipulation qui cherche à déstabiliser l'ANSES en exigeant la démission de son directeur et la dissolution de l'agence (rien de moins !) à laquelle nous avons affaire. Par ricochet, ces opérations salissent les pratiques des agriculteurs coupables d'utiliser des produits phytopharmaceutiques autorisés par cette même ANSES ! Les militants du mouvement Nous voulons des Coquelicots sont encouragés à organiser des happenings et à coller des affiches dans les campagnes pour demander la fin des SDHI. Les autorités et les paysans sont accusés d'être responsables d'un « crime presque parfait ». La violence des propos est palpable jusque dans des livres. Comment s'étonner que des agriculteurs responsables et professionnels soient pris à partie dans leurs champs, insultés et battus pour certains, accusés d'utiliser des produits phytosanitaires ? Peut-on accepter une telle situation ?

On pourrait croire que ces ONG agissent de manière désintéressée. Est-ce vraiment le cas lorsque Générations Futures « reçoit régulièrement des subventions de la JMG Foundation (entre 25.000 et 31.000 euros), basée au Liechtenstein et créée par le milliardaire britannique feu Jimmy Goldsmith »¹ et qu'une « part importante des subventions reçues [...] viennent d'entreprises commerciales membres du Syndicat national des transformateurs de produits naturels et de culture biologique (Synabio) » ? Nous sommes bien là dans le cas d'intérêts commerciaux. Ce ne serait pas un mal si le fait était reconnu par leurs auteurs et si les agriculteurs n'étaient pas les victimes de ces attaques régulières.

Le malaise agricole est à ce point palpable que le gouvernement a souhaité créer en octobre 2019, la « cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole » (cellule Demeter) destinée à apporter une réponse globale et coordonnée à l'ensemble des problématiques de sécurité qui touchent le monde agricole. On trouve parmi ses objectifs : « la recherche et l'analyse du renseignement en vue de réaliser une cartographie évolutive de la menace et détecter l'émergence de nouveaux phénomènes et/ou groupuscules ». On ne peut véritablement comprendre l'agribashing et ses dérivés si on ne se penche pas sérieusement sur les financements, la philosophie et les modes d'action de certaines coalitions écologistes. C'est pour cette raison que la cellule Demeter devrait enquêter à ce qui ressemble à une coalition anti-SDHI qui rassemble scientifiques, militants, ONG et partis politiques pour tenter une incroyable manipulation de l'opinion publique que nous dénonçons.

Daniel Sauvaitre
Porte-parole du Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France

Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France rassemble des producteurs travaillant en agriculture biologique et raisonnée. Membres de toutes les filières et de toutes les associations professionnelles, ils sont confrontés à un même problème majeur : protéger leur récolte de manière efficace et dans le respect de l'environnement. En 2007, ils ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics à cette menace qui pèse sur la

¹ Source : Ecolopedia.fr



production hexagonale et aux moyens d'y remédier. Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence les organisations professionnelles ; il n'a que pour but de les compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité.